



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

25 AOUT 2023

Arrêté n° 939/2023/DREAL/UD88 du

**mettant en demeure la société PARMENTELAT René et Fils implantée 90 chemin des
Granges Bas, 88 400 GERARDMER (88), de régulariser ses activités**

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux appareils de combustion, consommant du biogaz produit par des installations de méthanisation classées sous la rubrique n° 2781-1, inclus dans une installation de combustion classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2910 ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n°568/2006 du 21 février 2006 autorisant les activités de l'exploitant ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 juillet 2023 mettant en évidence que la société sus-mentionnée ne respecte pas certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 20 juillet 2023 ;
- Considérant que la société PARMENTELAT René et Fils ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel susvisé :
- article 2.13 : la chaîne de coupure automatique de la chaudière n'a pas fait l'objet d'une vérification de son fonctionnement ;
- Considérant que la société PARMENTELAT René et Fils ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral susvisé :
- article 3.2 : le chlorite de sodium est associé par sa rétention à une substance avec laquelle il est incompatible d'une part et est disposé à proximité immédiate de bobines de tissus par essence inflammable ;
 - article 4.3.2 : dans une même rétention, l'exploitant a associé des produits chimiques incompatibles (chlorite de sodium et Subitol ASN) ;
 - article 5.4 : le dernier contrôle des rejets à l'atmosphère des installations de combustion date de plus de trois ans ;
 - article 9.4 : le coffret d'alimentation général en gaz, où est disposée la vanne de coupure générale, n'est pas signalé et est fermé à clef ;
- Considérant que l'exploitation de ces installations est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Considérant que la société PARMENTELAT René et Fils n'a pas émis d'observations au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 20 juillet 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1^{er} – La société PARMENTELAT René et Fils est mise en demeure :

- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté de procéder à une vérification de la chaîne de coupure automatique de la chaudière ;
- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté d'assurer un stockage du chlorite de sodium conforme aux prescriptions ;
- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de disposer les produits chlorite de sodium et Subitol ASN sur deux rétentions séparées ;
- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté de transmettre à l'inspection des installations classées les résultats d'une nouvelle campagne de mesure des rejets atmosphériques des installations de combustion ;
- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté de signaler, depuis la route d'accès, la position géographique de la vanne de coupure générale du gaz d'une part et de faire agréer par les services de secours les conditions d'accès à cette vanne.

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PARMENTELAT René et Fils, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gérardmer et à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le 25 AOÛT 2023

La Préfète,

La Sous-Préfète,
Secrétaire Générale par interim


Carole DABRIGEON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.